

Une DGFIP sacrifiée et des agents massacrés.

Sur le plan national: nombre d'implantations divisé par 4, - 25 000 emplois en 10 ans, 2130 emplois en 2019.

Sur le plan local : 16 trésoreries déjà fermées et des transferts de service à Vannes qui réduisent l'accès à un service public de proximité et à l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble de du territoire, - 278 emplois depuis 2002 et 24 suppressions d'emplois en 2019

Dans ce contexte on nous impose la mise en place du prélèvement à la source tout en fusionnant les SIP et SIE de Vannes et Lorient dans la désorganisation la plus totale.

L'impréparation, les applications défailtantes, la tension liée à l'actualité, le manque de personnel, les déclarations incongrues et mensongère du Ministre de l'action et des comptes publics, qui ferait mieux de se taire, mettent en danger les agentes et les agents qui sont en première ligne.

Que cette mise en place du prélèvement à la source soit une privatisation de la mission de recouvrement de l'impôt sur le revenu est une évidence et on demande à chaque agente et agent de scier la branche sur laquelle il ou elle est assise en participant à sa mise en route à marche forcée.

Ce grand changement de mode de recouvrement a généré et c'était prévisible, un grand nombre de sollicitations (à l'accueil physique, téléphonique et par mail) qui au vu de la situation dégradée de notre administration n'est pas absorbable.

Cela est d'autant plus intolérable qu'aucune reconnaissance des efforts, voir sacrifices qui devront être consentis, n'est envisagée et que l'impréparation est patente.

Pour nous agentes et agents des Finances Publiques du Morbihan, cette situation est inacceptable et explosive.

Les services ont été surchargés dès le 2 janvier, il y a donc tout lieu de croire qu'à la fin du mois ils le seront encore plus. Cela dans un contexte social très tendu, marqué par la mobilisation des « gilets jaunes » dont les revendications portent beaucoup sur plus de justice fiscale et une remise en cause des projets gouvernementaux concernant la fonction publique et notamment sur l'accès au service public de proximité. Malgré tout le climat « anti-fiscal » est renforcé, et les agentes et agents de nos services en contact avec les usagers souffrent des réactions de colère provoquées par ces changements incessants qui ne peuvent être absorbés : ni d'un côté, ni de l'autre. Nous ne devons pas être les boucs émissaires des choix politiques et le rôle de notre hiérarchie serait de nous protéger.

Au-delà du prélèvement à la source, c'est bien de l'avenir de la DGFIP, de ses missions, de ses emplois, de sa présence sur le territoire au service de l'intérêt général qui est posé, tout comme la reconnaissance de l'engagement des agents, de leur technicité et de leurs qualifications.

Dans cette période cruciale les agents méritent une véritable reconnaissance d'une montant supérieur à 200 euros pour seulement 40 000 d'entre eux. Nous avons perdu 16 % de pouvoir d 'achat depuis 2000 par rapport à la valeur du point d'indice, nous devons obtenir une revalorisation salariale immédiate et pérenne.

Nous, agentes et agents de la DGFIP du Morbihan refusons de participer aux funérailles de la DGFIP : de nos emplois de nos missions de nos métiers.

Au-delà de cela nous refusons d'être les fossoyeurs du service public.